La protection du patrimoine culturel serbe, prétexte pour ralentir l'adhésion du Kosovo à l'UNESCO?

Description

Par Stéphan Altasserre (sources : *Vesti, Glas Amerike*)

Depuis la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo, en 2008, Belgrade s'est systématiquement opposé à son entrée au sein de toute organisation internationale. C'est notamment le cas pour la demande d'adhésion de Pristina à l'UNESCO car, si cette requête était acceptée, elle aurait pour corollaire la reconnaissance implicite de l'indépendance du Kosovo par les autres membres de l'institution.

En novembre 2015, grâce à l'appui de la Russie, Belgrade avait pu obtenir suffisamment de voix pour empêcher la validation de cette demande d'adhésion. Le principal argument invoqué par la Serbie était que le contrôle exercé par Pristina sur les quatre grands lieux de culte orthodoxe serbe du Kosovo, tous classés au patrimoine mondial de l'humanité, ne garantissait pas la sécurité de ces églises. Cette ligne politique perdure. Ainsi, le 4 janvier 2017, Darko Tanaskovic, l'ambassadeur serbe à l'UNESCO, a déclaré que l'accession à la qualité de membre de l'UNESCO du Kosovo aurait un impact «incalculable» sur l'identité serbe et sur le patrimoine culturel dans la région.

C'est dans ce contexte tendu qu'a eu lieu, le 23 février 2017, une rencontre organisée par l'UNESCO à Pristina. Elle a permis aux différents acteurs de discuter à nouveau de l'épineuse question de la préservation du patrimoine culturel serbe. *In fine*, il a été établi que le Kosovo est tenu de se conformer aux dispositions du plan Ahtisaari relatives à l'Église orthodoxe serbe et à la protection de son patrimoine. Dimitris Muskopulos, le conseiller du gouvernement du Kosovo pour le patrimoine culturel, a immédiatement précisé que le Kosovo était parfaitement conscient qu'il s'agissait d'une obligation à remplir pour obtenir la validation de sa demande d'adhésion à l'UNESCO et que les autorités kosovares étaient décidées à s'y conformer.

Pour sa part, Sonja Biserko, la présidente du comité Helsinki pour les droits de l'Homme en Serbie, estime que ce sujet est utilisé par Belgrade pour empêcher ou retarder l'entrée du Kosovo à l'UNESCO et que la question du patrimoine culturel du Kosovo est de ce fait «*trop politisée*». Dissocier l'adhésion kosovare et la préservation des lieux saints orthodoxes serait actuellement pour l'organisation internationale le seul moyen de traiter équitablement les deux sujets.

date créée
04/03/2017
Champs de Méta